

Ce qui est prévu pour l'industrie et l'export

• Lancement d'un nouveau modèle de croissance

• 16 ministères s'inscrivent dans une approche triennale

• Le déficit du Trésor limité à 3% du PIB

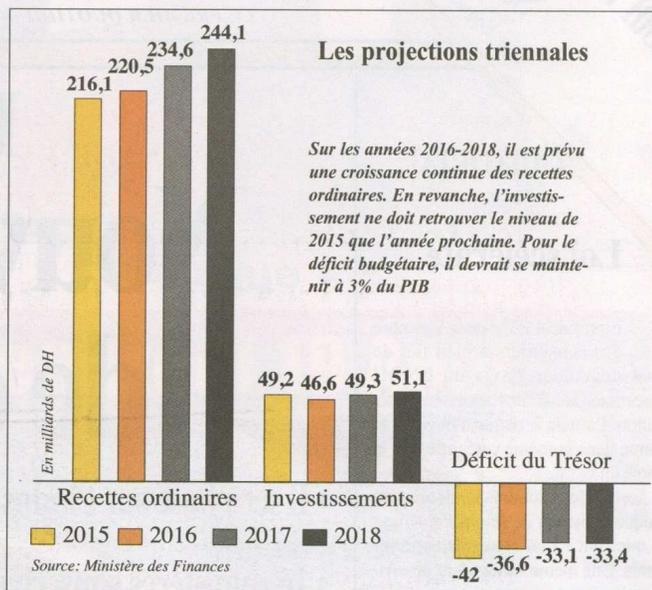
C'EST vendredi 26 août que les départements ministériels doivent rendre leur copie concernant le budget 2017. Certains d'entre eux devaient présenter leurs propositions dès la deuxième semaine du mois de juillet dernier. Il s'agit des ministères appelés à restructurer leur budget autour d'un programme triennal. C'est la grande nouveauté du projet de loi de finances 2017. Après les tests menés depuis 2014 qui ont concerné les Finances, l'Agriculture, l'Éducation et le Haut commissariat aux eaux et forêts, les 2e et 3e vagues ont rallié le peloton en 2015 et 2016.

Pour le moment, 16 ministères en charge des secteurs productifs sont inscrits dans la nouvelle approche de gestion des projets d'investissement publics selon des critères «de sélection et d'exécution en phase avec les plans sectoriels». L'objectif de consolidation des équilibres fondamentaux et la mise en œuvre de la réforme des méthodes de préparation et d'exécution du budget sont en effet fortement soulignés dans la note de cadrage du chef du gouvernement.

Sans vouloir imposer une politique d'austérité, Abdelilah Benkirane appelle à la prudence budgétaire et à la réduction du déficit du Trésor à 3% du PIB.

Quatre priorités sont ainsi mises en avant: la refonte du modèle économique, le renforcement de la compétitivité, le maintien du rythme de l'investissement et la lutte contre les inégalités sociales.

L'actuel gouvernement veut dès l'année prochaine mettre le cap sur l'industrialisation et le développement de l'offre exportable à forte valeur ajoutée. «Si le pays a accompli des avancées dans le domaine des nouveaux métiers, le défi consiste, aujourd'hui, à pas-



ser à une vitesse supérieure pour la mise en œuvre du Plan d'accélération industrielle», souligne la note d'orientation du chef du gouvernement. Ceci, à travers le développement des autres secteurs exportateurs comme le textile, l'agroalimentaire, les médicaments, les industries mécaniques, les phosphates et l'artisanat. Le tout via l'accroissement de la valeur ajoutée produite localement. A cet effet, le chef du gouverne-

modèle recherché. Des organismes comme le HCP et le Centre marocain de conjoncture avaient également multiplié les appels en faveur du changement de modèle.

Aujourd'hui, tout prête à croire que l'orientation s'annonce incontournable. Car la croissance ne peut rester indéfiniment dépendante de l'aléa climatique.

L'autre volet préoccupant tient à la qualification du capital humain. L'objectif est

Scénarios prévisibles

ÉCHÉANCES législatives obligent, le gouvernement actuel déposera le projet de loi de finances 2017 avant de rendre son tablier. Tout dépendrait donc des résultats des urnes prévues le 7 octobre prochain. C'est peut-être un autre gouvernement soutenu par une autre majorité parlementaire qui devra mener le projet à bon port. Tout ceci demande du temps, ce qui risque de retarder l'adoption du futur budget au-delà du 1er janvier 2017. En effet, le futur gouvernement pourra toujours retirer la première version déposée par le gouvernement Benkirane comme il pourra se contenter d'apporter quelques retouches. Légalement, le retard de l'adoption du budget pose un problème puisque le projet de loi doit normalement entrer en vigueur le premier jour du nouvel an. Mais la Constitution de 2011 offre une solution: elle autorise le gouvernement en place à ouvrir les crédits si le projet de loi de finances n'est pas adopté dans le délai pour une raison ou une autre. La procédure a déjà été appliquée par le gouvernement El Fassi en 2011. □

ment promet des mesures d'accompagnement dont certaines, déjà annoncées dans la nouvelle charte des investissements, seront formalisées dans le projet de loi de finances 2017. S'ajoutent également, la mobilisation du foncier et la qualification des ressources humaines, à travers la formation continue et le partenariat public-privé.

Le changement de modèle de développement est qualifié par la lettre de cadrage «de transformation structurelle de l'économie nationale». Pour rappel, tout un débat a été consacré à cet aspect au début de l'année sans toutefois avancer une configuration du

d'asseoir «l'équilibre nécessaire entre le développement économique et la formation». Pour Benkirane, il est urgent de déployer la vision stratégique de la réforme de l'enseignement. A commencer par les dispositions pratiques qu'elle contient. En somme, un projet de budget qui s'annonce ambitieux pour le prochain gouvernement. Autant dire que l'équipe actuelle veut lui refiler la patate chaude. □

A.G.



Pour réagir à cet article:
courrier@economiste.com